

# COMMUNICATION

VOL. 7 INFORMATION N° 2

MEDIAS  
THEORIES  
PRATIQUES



# COMMUNICATION INFORMATION

Revue québécoise des recherches et des  
pratiques en communication et information

Publiée par le Département d'information et communication,  
Faculté des Arts,  
Université Laval, Pavillon Casault, B-5420,  
Sainte-Foy, Québec, G1K 7P4, Canada

## Comité de rédaction :

Roger de la Garde Université Laval	directeur général
Christian Kristen Université Bishop	rédacteur en chef
François Demers Université Laval	rédacteur adjoint
Line Ross Université Laval	secrétaire à la rédaction
Maurice Charland Université Concordia	
Jean-Pierre Desaulniers Université du Québec à Montréal	
Marika Finlay Université McGill	
Michael Mills Université de Montréal	
Michel de Repentigny Université Laval	

Les articles publiés par *Communication Information* font l'objet d'une évaluation par un comité de lecture formé des membres du comité de rédaction et, au besoin, de spécialistes de l'extérieur.

## Abonnement au volume (3 numéros) :

— Canada	18 \$	(étudiants)	12 \$	(institutions)	22 \$
— Amériques	20 \$		14 \$		24 \$
— autres	22 \$		16 \$		26 \$

# Table des matières

L'émergence et l'institutionnalisation de la recherche en communication au Québec (1) . . . . .	Jean-Guy Lacroix et Benoit Levesque . . . . .	7
La visite du pape à Québec : spectacle et spiritualité . . . .	Michel de Repentigny . .	33
<i>Contrechamp</i> ou le journalisme d'enquête à la québécoise . . . . .	Marc Deschênes . . . . .	45
Les médias en France : presse, radio et télévision . .	Claude-Jean Bertrand . .	67
Déréglementation, nouvelles technologies et le concept de service public : vision plutôt que rhétorique . . . . .	Anthony Smith . . . . .	89
Réponse à Anthony Smith. La déréglementation : vers une nouvelle tolérance répressive . . . . .	Christian Kristen . . . . .	101
<u>Technologies de l'information et élargissement de l'État . .</u>	<u>Javier Esteinou Madrid .</u>	<u>109</u>

## NOTES DE LECTURE

Arthur KROKER, <i>Technology and the Canadian Mind : Innis/McLuhan/Grant</i> . . . . .	118
Pierre TRUDEL (sous la direction de), <i>Accès à l'information et protection des renseignements personnels. Expérience occidentale et perspective québécoise</i> . . . . .	121
J.-C. LYRANT et Roger ODIN (sous la direction de), <i>Cinémas et réalités</i> . . . . .	123
Gérard BETTON, <i>Histoire du cinéma</i> . . . . .	125
Jean-Loup BOURGET, <i>Le Cinéma américain (1895-1980)</i>	127
Madeleine MALTHÊTE-MÉLIÈS (sous la direction de), <i>Méliès et la naissance du spectacle cinématographique</i> . .	129

À SIGNALER . . . . .	133
----------------------	-----



# Technologies de l'information et élargissement de l'État

Javier Esteinou Madrid

L'émergence des moyens de communication dans les superstructures idéologiques des sociétés capitalistes représente non seulement une transformation radicale de l'intérieur de la société civile mais aussi, en fait, la création d'une nouvelle dimension idéologique de la société. En d'autres termes, on peut penser qu'avec l'apparition des médias de communication, la société dans son ensemble connaît une vaste dilatation culturelle, tous les individus et groupes sociaux pouvant alors, grâce aux techniques d'information, étendre le champ de leurs tâches ou fonctions spécifiques.

Aussi la société en vient-elle à produire de nouveaux processus culturels, aux conséquences d'une ampleur insoupçonnée. Toutefois les médias de communication, contrairement à l'image qu'en proposent les fonctionnalistes, ne sont ni neutres, ni autonomes ; ils sont plutôt des intermédiaires techno-industriels des relations sociales telles qu'elles se produisent dans la société. Si bien que seuls peuvent participer à ces nouveaux moyens les groupes qui sont en position de les contrôler et de les orienter.

Dans la société capitaliste, les strates dirigeantes sont les seules à pouvoir utiliser les grandes technologies de l'information (presse, cinéma, radio, télévision, satellites, informatique, etc.), parce que ces moyens sont subordonnés aux fractions dirigeantes, à travers un ensemble de facteurs primaires (propriété des médias, leur statut d'industries culturelles, leur financement institutionnel et leur cadre juridique) et de facteurs secondaires (contrôle de la production et du sens) du pouvoir. Ce sont ces fonctions dominantes qui forment l'essence de l'État, au sens large. Par conséquent, ce ne sont pas tous les secteurs de la société qui peuvent intervenir dans la vie sociale par ces appareils d'information, mais bien plutôt l'État.

Voilà pourquoi la présence des médias de communication transforme à court terme la structure idéologique de l'État et, à long terme, celle de l'ensemble de la société. Ainsi, sous la pression des

Javier Esteinou Madrid est le directeur du Centre de documentation et de recherches en communication de masse, à l'université autonome métropolitaine de Mexico. Traduction de l'espagnol : Line Ross.



technologies de l'information, l'État connaît un bouleversement de sa structure culturelle, car les tâches de construction, de direction et de cohésion idéologiques qu'il assure progressent de façon géométrique, ce qui donne naissance à une nouvelle facette du pouvoir : l'État élargi moderne<sup>1</sup>.

Historiquement, cette dilatation de l'État a commencé avant l'apparition des technologies de l'information, avec les premières institutions idéologiques comme la famille, l'Église, les organisations culturelles ou l'école, qui rendent possibles les premières étapes de l'expansion culturelle de l'État. Toutefois, quand se développent ces nouveaux outils intellectuels producteurs de conscience, les appareils d'hégémonie traditionnels perdent énormément de leur centralité, et il se produit un élargissement du bloc au pouvoir<sup>2</sup>.

Aussi la naissance de cette nouvelle zone de l'État élargi est-elle en étroite correspondance avec l'évolution et l'organisation de chaque nouveau système et processus de communication qui surgit : plus la production de machines culturelles augmente, plus l'État s'élargit, et inversement. Et on peut constater que tout nouveau moyen d'information provoque une nouvelle transformation, un nouveau dédoublement de l'État élargi et de la société. Une analyse sommaire de l'expansion des médias électroniques fait ressortir trois grands moments de l'évolution de l'État élargi, correspondant à des degrés de perfectionnement technique et social de ces médias.

La première génération d'appareils de communication surgit entre 1907 et 1920 (radio AM à faible rayonnement, télévision noir et blanc avec des auditoires limités, etc.). L'État élargi utilise alors ces médias

1. Nous croyons que c'est à cause de cette insertion hautement organique des moyens de communication dans l'État et dans le fonctionnement structurel de la société qu'il est si difficile de les transformer en profondeur. En témoignent notamment le projet RETELVE au Venezuela (1977) et, au Mexique, les projets Droit à l'information (1981) et Démocratisation de la communication (1983).
2. Le concept d'État élargi est une catégorie analytique abandonnée par la réflexion critique sur la communication, en Europe et en Amérique latine. Une seule discipline l'a retenu et développé, la science politique ; elle l'a fait à travers la théorie des appareils d'hégémonie représentée, notamment, par les brillants travaux de Christine Buci-Glucksmann.

Notre but est de récupérer cet arsenal théorique négligé et de l'enrichir en tenant compte de l'impact de l'évolution des moyens de communication et des technologies de l'information sur les appareils hégémoniques traditionnels. Nous croyons pouvoir ainsi le mieux saisir les rapports entre ces technologies et le pouvoir.

pour renforcer, séparément et de manière bureaucratique, les principales institutions privées et publiques. À ce moment, les médias sont employés comme de simples amplificateurs des tâches propres à chacun des appareils d'État, sans que cela ne conduise à des projets de renforcement de la cohésion nationale.

Entre 1920 et 1950, apparaissent la télévision couleur, la radio FM à grand rayonnement, les appareils portatifs, et le temps de diffusion aussi bien que d'écoute augmente. L'État élargi entreprend alors d'utiliser les médias pour renforcer l'intégration et la direction nationales. Ils vont alors contribuer à élargir la base sociale des régimes démocratiques : une plus grande diffusion d'information à toutes les couches sociales conduit à une plus grande participation sociale. À cette étape, on constate une étroite coordination entre technologies de l'information et industries nationales, qui cherchent à accélérer la réalisation de leurs projets de concentration et d'accumulation du capital. Ainsi se construit une nouvelle facette de l'État, fondée sur des projets d'homogénéisation et de massification culturelles de la population.

Enfin, depuis 1950, on connaît une troisième génération de médias de communication. Le câble, les satellites, le vidéodisque, le télétexte, les ordinateurs se développent, en même temps que les audiences de médias omniprésents et à la programmation constamment renouvelée deviennent énormes. C'est alors qu'apparaît encore une nouvelle facette de l'État élargi national, qui entre en opposition avec l'État élargi transnational. D'où l'apparence hybride de l'État, due à la lutte et à la juxtaposition culturelles qu'entraîne le conflit entre projet national et projet multinational, à travers les moyens de communication.

Ce qui fait la spécificité de ce nouvel État élargi, c'est que, à travers le nouveau tissu technologique qu'ils construisent dans la superstructure sociale, les moyens de communication réalisent une insertion organique plus profonde que celle que peuvent atteindre les autres appareils d'hégémonie, qu'il s'agisse de l'Église, de l'école, des partis politiques, etc. Grâce à ce nouvel outillage culturel, l'État irrigue et nourrit constamment le tissu social des idéologies culturelles qu'il produit quotidiennement par sa base matérielle. Cela lui permet à l'occasion de renforcer les cellules économiques et politiques qui le font vivre, et notamment de « guérir » ou « rejeter » les organes en voie de « putréfaction sociale ».

Cette nouvelle articulation structurelle se fait davantage en intégration avec les appareils de communication qu'avec les institutions traditionnelles d'hégémonie, à cause de la remarquable capacité orga-



nique de ces appareils d'assurer la cohésion idéologique, leur contact permanent avec le public, la saturation constante qu'ils réalisent dans les champs de conscience de la majorité des groupes sociaux.

C'est ainsi, en s'appuyant sur les supports technologiques que lui offrent les moyens de communication, que l'État conquiert la capacité organique de mieux remplir les fonctions culturelles qu'il doit assurer en tant qu'instance directrice de la société. Les fonctions idéologiques qu'il devait auparavant exercer à travers de lourds et bureaucratiques appareils administratifs, juridiques, économiques, pédagogiques, etc., il peut maintenant les assurer plus en douceur et de façon moins lourde à travers les technologies de l'information (sans toutefois faire disparaître l'infrastructure organisationnelle des appareils plus traditionnels, qu'il suffit de réformer).

Ces fonctions sont multiples, varient selon la conjoncture et les cycles historiques et touchent des secteurs variables de la société. Ainsi, d'une part les pratiques idéologiques des technologies de l'information influent sur les domaines politique, économique, moral, psychique, sexuel, etc., du corps social. D'autre part, à travers ces influences, elles conduisent à des opérations dans les domaines de la finance, de la modernisation culturelle, de la reproduction de la force de travail, de la transformation des habitudes alimentaires, du contrôle des naissances, de la libération des instincts ludiques, du renouvellement politique, de la sécularisation ou la déséclularisation massives de la culture, de la participation sociale ou de l'inertie sociale, de l'organisation économique, de la concentration de la valeur, etc.

De cet éventail, dix activités idéologiques essentielles à la reproduction de la société se détachent, lesquelles, grâce aux technologies de l'information, se réalisent maintenant de manière plus rapide, plus étendue et plus continue :

1. La socialisation et l'intériorisation des valeurs et normes qui fondent la production et la reproduction du système, de même que sa transformation ;

2. La conservation et la transmission du patrimoine historique (tradition, culture, formes d'organisation et d'action), en tant que facteurs de la cohésion, de l'équilibre et de la continuité de la société ;

3. L'insertion des nouvelles générations dans la société établie par l'assimilation collective de la tradition héritée, des systèmes de valeurs prédominants, des normes de solida-

rité entre individus et entre groupes, et entre ceux-ci d'une part et la société et l'État d'autre part ;

4. L'intégration et la cohésion culturelles de la population autour d'un programme d'identification nationale ;

5. L'éducation et l'organisation politique de la société en fonction des exigences de chaque conjoncture sociale ;

6. La régulation idéologique des conflits qui menacent le renouvellement hégémonique de la société ;

7. L'élévation de la masse de la population à un certain niveau technique, culturel et moral, déterminé par les nécessités de développement du système et les intérêts de la fraction hégémonique ;

8. La mobilisation collective de la société selon les exigences économiques, politiques et culturelles de la conjoncture sociale ;

9. L'établissement et le renforcement d'un conformisme général, en tant que façon de renforcer le consensus sur la légitimité de l'État et l'acceptation de l'hégémonie de certaines fractions et classes sociales sur d'autres ;

10. L'aide à l'émergence et au maintien d'un certain type de personnalité de base.

En accomplissant ces diverses activités idéologiques, l'État assure auprès de l'ensemble de la population différentes tâches culturelles, certaines de caractère organique, d'autres de caractère non organique. Parmi ses missions organiques — celles qui contribuent à reproduire la structure principale du projet de développement établi —, figurent notamment sa contribution au procès d'accumulation du capital, le renouvellement de la qualification de la force de travail, la production culturelle de l'identité nationale, l'extension du code linguistique de base de relation entre les habitants, le renforcement du pouvoir central de la Fédération sur les régions et municipalités, la reproduction psychique de la force de travail, la planification de la natalité, l'éducation politique quotidienne, etc.

Parmi les fonctions non organiques — celles qui ne touchent pas directement au cœur du projet historique de société mais servent simplement à résoudre des problèmes isolés et conjoncturels —, mentionnons divers services urbains d'information, l'assistance civile dans les situations d'urgence, les campagnes de prévention médicale, les programmes de rationalisation de l'usage de l'eau et de l'énergie, etc.



Parce qu'elles permettent d'accomplir ces tâches plus efficacement, les technologies de l'information deviennent les principales institutions de la production de l'hégémonie. Cette position structurelle, elles la conquièrent par les activités sociales qu'elles exercent à travers les idéologies qu'elles produisent, diffusent et inculquent. Toutefois la primauté des technologies de l'information dans l'articulation et la consolidation de cette relation structurelle, on peut l'observer, surtout, par les multiples modes d'insertion organique de ces technologies dans le processus de reproduction fondamental de la formation capitaliste. En effet, à travers les pratiques symbolico-culturelles des institutions de diffusion de masse se réalisent simultanément, entre autres, les cinq fonctions centrales que requiert la structure globale du système capitaliste pour exister et s'affirmer comme relation dominante dans l'ensemble des relations sociales de la formation économique-sociale, à savoir :

1. l'accélération de la circulation matérielle des marchandises ;
2. l'inculcation de l'idéologie dominante ;
3. sa contribution à la reproduction de la qualification de la force de travail ;
4. la formation culturelle de l'État-nation ;
5. l'expansion de la langue.

En remplissant avec plus d'ampleur, par les technologies modernes de l'information, ces tâches culturelles, l'État garde le pouvoir d'organiser et intégrer la population en fonction du projet de développement qu'il instaure à partir de ses relations sociales de production. De cette façon, il élargit les bases de sa légalité et accroît sa capacité d'assurer la coordination et la cohésion de la population selon la conjoncture. Ainsi, il obtient le consentement actif ou passif qu'exige la direction de l'ensemble social. Ainsi, il réduit la distance qui existe entre cercle dirigeant, intellectuels organiques et vastes masses, ce qui en retour vient renforcer encore l'État. Ainsi, en un mot, conquiert-il la direction intellectuelle et morale de l'ensemble social.

L'État élargi atteint donc, grâce à ces aides technologiques, une nouvelle efficacité dans la mise en ordre et la restauration permanente du tissu social, ainsi que dans la réalisation de deux grandes articulations culturelles de la société. D'une part, il effectue quotidiennement, d'une manière massive et presque imperceptible, l'articulation consensuelle de la base économique de la formation historique à sa superstructure politique et idéologique d'organisation

et de régulation sociales. D'autre part, il assure une cohésion culturelle entre société politique et société civile, c'est-à-dire qu'il relie les appareils de coercition (police, armée, tribunaux, bureaucratie, etc.) aux appareils d'hégémonie (école, Église, partis politiques, syndicats, famille, moyens de communication, etc.), rendant la répression moins visible.

En incorporant dans son champ d'action les appareils d'information, l'État s'élargit et se projette sur la « trame privée de la société » et l'action de la classe dominante s'étend à toute la vie sociale. L'État, ainsi, augmente sa capacité d'intégrer culturellement les différents groupes sociaux autour d'un projet de développement. En un mot, en incorporant dans l'appareil gouvernemental les technologies de l'information, l'État augmente de beaucoup sa capacité de produire et de conserver son hégémonie.

Nous pouvons donc dire que dans les formations capitalistes contemporaines, et en particulier dans les formations dépendantes d'Amérique latine, les moyens de diffusion collective et les nouvelles technologies de production de symboles et de significations sont devenus les principaux instruments culturels de l'hégémonie. D'où l'importance de découvrir la logique de la production et de l'expansion de ces technologies de l'information pour pouvoir comprendre l'État élargi contemporain<sup>3</sup>.

3. Pour prolonger cet article, voir notamment Marcos Kaplan, *Estado y Sociedad*, México, Éd. Universidad Nacional Autónoma de México, 1980 ; Mabel Puccini, « Sobre la Producción Discursiva, la Comunicación y las Ideologías », miméo, Universidad Autónoma Metropolitana-Xochimilco, août 1981 ; Javier Solorzano Zinser, « Comunicación Social y Voluntad Política », journal *El Día*, 18 juin 1983 ; et mes propres travaux : « El Estudio Materialista de la Comunicación de Masas », *Cuadernos del TICOM*, n° 1, mars 1979, Universidad Autónoma Metropolitana-Xochimilco, et « El Condicionamiento Social de los Medios de Comunicación de Masas », *Seminario de Comunicación Social*, Serie Ensayos, n° 10, 1983, Universidad Autónoma Metropolitana-Azcapotzalco.